



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

## **Arrêté du 28 août 2025 portant prescriptions complémentaires à la société EURO TF pour ses installations sises à MUNSTER**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2016 portant prescriptions complémentaires à la société EURO TF à Munster,

VU les signalements reçus le 25 avril, le 27 mai, les 3, 13 et 18 juin, les 8 et 18 juillet 2025 consécutif à une coloration de l'eau de divers coloris (rouge, bleu, gris) au niveau de la sortie du Canal usinier du Hammer et aux odeurs suspectées en provenance de la station de traitement des eaux industriels d'Euro TF,

VU le rapport d'analyse de la colorimétrie dans le canal usinier du Hammer, prélèvement effectué par l'exploitant en date du 21 février 2024,

VU les rapports d'analyse de la colorimétrie à la sortie de la station de traitement des eaux industrielles d'Euro TF relatifs aux prélèvements effectués par l'exploitant en date des 21 février 2024 et 12 février 2025,

Considérant que l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2016 susvisé indique que la modification de couleur du milieu récepteur doit être inférieure à 100 mg/l Pt, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, en ce qui concerne les eaux industrielles, les eaux pluviales et les eaux de refroidissement rejetées, que l'article 9.2.3.1 impose une mesure annuelle à l'exploitant,

Considérant que la dernière analyse effectuée par l'exploitant en date du 21 février 2024 dans le canal du Hammer présentait un paramètre conforme en terme de colorimétrie, que l'exploitant n'a effectué depuis que des analyses en sortie de station de traitement des eaux industrielles et que celles-ci présentaient une mesure supérieure à 100 mg/l Pt en ce qui concerne le paramètre « couleur vraie »,

Considérant que les signalements reçus par la DREAL relatifs à la présence de colorants dans le milieu récepteur (bleu, gris ou rouge) n'ont pas été accompagnés de mesures de la part de l'exploitant lui permettant de justifier qu'il respecte la prescription de l'article 4.3.7 susvisé en termes de colorimétrie, qu'il convient de prescrire une mesure en continu compte-tenu de la fréquence des rejets susceptibles d'être colorés eu égard à l'utilisation quotidienne de colorants dans son procédé de teinture,

Considérant que l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2016 susvisé impose à l'exploitant une mesure hebdomadaire des paramètres DCO et DBO<sub>5</sub>, qu'il convient de prescrire un renforcement de la périodicité de mesure pour ces paramètres pour mieux quantifier l'impact de ces rejets sur la faune et la flore,

Après consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : la société EURO TF, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 13 avenue Victor Hugo à Tassin-La-Demi-Lune (69160) est tenue, pour ce qui concerne les installations qu'elle exploite 14 rue des Remparts à Munster (68140), de respecter les dispositions suivantes.

Article 2 : dans un délai d'un mois après notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un système de mesure de la colorimétrie en continu afin qu'il justifie de l'absence de modification de couleur de plus de 100 mg/l Pt du milieu récepteur. Il transmet les premiers résultats de mesures dans un délai de quinze jours après mise en place du système de mesure, puis à une fréquence mensuelle.

Article 3 : dans un délai de 15 jours après notification du présent arrêté, l'exploitant met en place une mesure quotidienne de la DCO et de la DBO<sub>5</sub>. Il transmet à l'Inspection les premiers résultats quotidiens dans un délai de quinze jours puis à une fréquence mensuelle.

Si l'exploitant justifie de valeurs en deçà de la valeur limite d'émission pour ces deux paramètres pendant trois mois consécutifs, il pourra alléger la fréquence de mesure à un rythme hebdomadaire.

Article 4 : modalités d'exécution.

Article 4.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Munster pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Munster.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 4.2 : frais.**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Article 4.3 : droit des tiers.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4.4 : sanctions.**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1er du titre 7 du Livre 1er du Code de l'environnement.

**Article 4.5 : transmission à l'exploitant.**

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

**Article 4.6 : exécution.**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Munster et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société EURO TF.

À Colmar, le 28 août 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet,  
secrétaire général suppléant

signé

Thomas DIMICHELE

**Délais et voies de recours** (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).